

# CONTRE LA LOI DARMANIN

**PERSONNE N'EST ILLÉGAL!**

**NO ONE IS ILLEGAL!**

لا يوجد انسان غير شرعي

**G**érald Darmanin l'a dit: sa loi immigration est «la plus ferme avec les moyens les plus durs de ces trente dernières années». Et devant le Sénat il a fixé l'enjeu: il s'agit de savoir dans quelle société nous voulons vivre.

C'est effectivement l'enjeu. Voulons-nous vivre dans une société raciste, sécuritaire et anti-sociale? Ou allons-nous nous battre pour défendre nos libertés, l'égalité et la solidarité?

Les modifications votées au Sénat dont la suppression de l'AME est devenue l'emblème durcissent encore le projet initial et étendent le champ des attaques. Elles illustrent, par leur brutalité même, la logique de déshumanisation raciste et l'ampleur de l'offensive sociale et politique ouvertes par le projet.

Car cette loi ne se contente pas de vouloir rendre «la vie impossible» pour les immigré-e-s et toutes et tous les étrangères et étrangers, harcelé-e-s par la police, emprisonné-e-s, expulsé-e-s. Elle est justifiée à répétition par l'idée, fondamentalement raciste, que les immigré-e-s, comprenez les Noir-e-s, les Arabes, les Asiatiques, les Musulman-e-s, avec ou sans papiers, né-e-s en France ou à l'étranger, seraient potentiellement des dangers et des profiteurs et profiteuses du système de protection sociale.

En retour elle légitime une société fondée sur le développement des inégalités, la déshumanisation, le contrôle et la surveillance policière, la limitation



des libertés et l'exploitation sans frein de toutes et tous les travailleurs.

Nous le répétons avec les collectifs de Sans-Papiers. Ce sont les politiques racistes et anti-migratoires qui nous mettent en danger. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec les syndicats. Ce sont les inégalités qui créent du dumping social. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec les associations du droit au logement, ce sont les politiques publiques du logement cher qui alimentent le sans-abrisme et la crise du logement. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec toutes et tous les professionnels de la santé, c'est l'absence de soins qui favorisera les prochaines épidémies. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec toutes les associations. Ce sont toutes les attaques contre les libertés, dont la liberté de circuler, qui développent une société en tension. Pas l'immigration.

Nous le répétons avec tous les chercheurs et chercheuses, c'est la misère, l'atomisation et l'absence d'avenir qui créent la délinquance. Pas l'immigration.

## Nous ne laisserons pas passer la loi Darmanin.

Nous allons multiplier actions et rassemblement. Et le 18 décembre, à l'occasion de la Journée internationale des migrant-e-s nous appelons à manifester massivement dans toutes les villes du pays pour empêcher cette loi.

Contre une société du racisme, des prisons, des barbelés et des centres de rétention.

Pour la régularisation des Sans-Papiers. Pour une société de la liberté, l'égalité des droits, la justice sociale et la solidarité.

**#PERSONNEESTILLEGAL**  
**#SOLIDARITÉANTIRACISTE**  
**#CONTRELALOIDARMANIN**

**SUIVEZ L'ACTUALITÉ LOCALE ET NOS LUTTES :**

 @lexilees

 Interorganisation de soutien aux personnes exilées - Rennes

**CONTACT :**

interorganisationpersonnes  
exilees@proton.me

**[HTTPS://ANTIRACISME-SOLIDARITE.ORG/](https://antiracisme-solidarite.org/)**

# DES DIZAINES DE PERSONNES VIVENT À RENNES DANS DES CONDITIONS INDIGNES !

L'été dernier, alors que des personnes migrantes survivaient dans un campement de fortune, différents collectifs ont multiplié les mobilisations en direction de la Préfecture et de la Mairie pour exiger la mise à l'abri de ces personnes.

Une centaine de personnes exilées, dont 30 enfants, ont dû attendre la tempête pour être mis à l'abri, au dernier moment.

Lundi 6 novembre, la municipalité a décidé de leur ouvrir un autre "abri". Depuis, les personnes s'entassent dans un hangar, sans chauffage, dans des conditions sanitaires et de sécurité totalement insuffisantes et loin de tous les services de la ville dont les arrêts de bus qui permettent aux enfants d'aller à l'école.

Nous demandons depuis plusieurs semaines à rencontrer le Préfet pour que l'État applique sa propre loi, à savoir l'hébergement de touTEs.

**Silence total !**

La ville, le département, la région, les pouvoirs publics devraient tous se saisir de cette problématique afin de réfléchir à des solutions et de faire pression sur l'État ;

**De nombreux bâtiments sont vides. Permettre qu'ils soient habités devrait être une priorité !**

Combien de temps va être imposée cette situation invivable aux exiléEs sans abri?

Faut-il attendre un drame pour que les pouvoirs publics réagissent ?

Nous dénonçons une politique toujours plus cynique à l'égard des personnes exilées dont la loi Darmanin est le reflet !



À Rennes, comme dans de nombreuses villes, faisons du 18 décembre une journée de résistance aux discours de haine et manifestons pour :

• **LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION**

• **DES LOGEMENTS DIGNES ET PÉRENNES POUR TOUTES**

• **LA RÉGULARISATION DE TOUTES LES PERSONNES SANS PAPIERS**

• **L'ÉGALITÉ DES DROITS**

## MANIFESTATION • 18 DÉC RENNES / 17H30 / RÉPUBLIQUE

### SIGNATAIRES

ACCUEILLIR AU PAYS ; ACCUEIL RÉFUGIÉS BRUZ ; ACE ; ATTAC RENNES ; CGT 35 ; CIMADE 35 ; DAL 35 ; ENSEMBLE 35 ; FORUM SOCIAL DE QUARTIER ; FSU 35 ; GAUCHE ECOSOCIALISTE 35 ; GL 14/10 ; GROUPE MIGRANTS FI RENNES ; ICEM35 PÉDAGOGIE FREINET ; LDH RENNES ; MRAP 35 ; NPA RENNES ; NOUS TOUTES 35 ; SDAS FO 35 ; SECOURS CATHOLIQUE ; SOLIDAIRES 35 ; SOLIDARITÉ RÉFUGIÉ.E.S CENTRE BRETAGNE ; SUD EDUCATION 35 ; UL-CNT 35 ; UTUD ; VIAMI

